

Rodez. Une justice fiscale pour la justice sociale

social



Les délégués des personnels des finances publiques, rassemblés devant la trésorerie générale de Rodez, manifestent contre les suppressions d'emploi./Photo DDM, MCB

Devant la trésorerie générale de Rodez, hier matin, les délégués syndicaux du personnel battent le pavé. Convoqués en Comité technique local (CTL), ils ont décidé de le boycotter pour dénoncer l'objet de cette réunion : les suppressions d'emploi. Depuis 2009, 53 postes sont passés à la trappe dans le domaine des finances publiques. Là, il s'agissait d'acter 8 suppressions supplémentaires. « En France, les finances publiques ont perdu 24 591 emplois en 10 ans et pour 2012 on s'attend à chuter de 2 441 », détaille Jean-Claude Vernières, secrétaire départemental de l'Union SNUI Sud trésor Solidaire.

Fermeture de 15 trésoreries

à ses côtés, les représentants de la CGT finances publiques et de FO DGFIP précisent que « ces pertes d'emploi concernent essentiellement la catégorie C », autrement dit le personnel d'exécution, les petites mains comme on les appelle, alors que la catégorie B reste stable et que la catégorie A observe une légère augmentation. Depuis 2009, 11 % de postes ont été supprimés dont 29 % dans la catégorie C. « La situation est catastrophique pour assurer toutes les missions qui incombent aux services », indique Jean-Claude Vernières qui craint aussi que le manque de personnes au contact du public ne finisse par mécontenter les usagers. « Un effectif en baisse pour un surplus de charges », le refrain est le même que dans beaucoup d'autres corps de métiers. « Et ce ne sont pas les outils informatiques qui nous font gagner en gain de productivité », poursuit le même. Résultat, près de 15 trésoreries ont fermé leurs portes depuis 2005. Le maillage territorial du département de l'Aveyron est mis à mal. Comme le cite Alain Bagage, « on n'assure qu'une demi-journée par semaine à Laguiole, après les gens sont obligés de se déplacer jusqu'à Espalion ». Ce n'est pas supprimant des emplois dans la Fonction publique, que l'on réduira la dette. « En période de chômage et de récession d'emploi, il faudrait une meilleure justice fiscale pour une plus grande justice sociale ». Un appel national à la grève est lancé pour le 2 février.